

3 JUIN 2024

EUROPE INFO HEBDO



GROUPES DE DROITE, ESCALADE DES CONFLITS ET AGENTS ÉTRANGERS.

APPEL DU 9 JUIN

Cette semaine, on vote en Europe. Du jeudi 6 aux Pays-Bas au dimanche 9 partout dans l'UE, les Européennes et Européens se rendent aux urnes pour renouveler le Parlement européen, et ouvrir le grand jeu de négociations diplomatico-politiques qui aboutira au renouvellement de la Commission européenne. Malgré une campagne nationale française particulièrement mauvaise et délétère, dominée plus que jamais par des thèmes marginaux ou des dynamiques présidentielles, les européennes, NE SONT PAS DES ÉLECTIONS SECONDAIRES. Voter pour le Parlement européen, c'est contribuer à définir les équilibres de l'UE pour les 5 ans à venir.

Comme tous les 5 ans, on entend partout que l'Europe est à la croisée des chemins, que ces élections sont cruciales pour l'avenir de l'UE, etc. Mais pour une fois, cette dramatisation est tout à fait justifiée. Les équilibres géopolitiques et l'incertitude stratégique nous invitent à définir les contours d'une Europe capable de résister au défi chinois, à la violence poutinienne et aux faillites de l'allié américain. Elles sont liées à notre capacité collective à décarboner le modèle économique européen, le rendre plus respectueux de l'environnement et plus juste socialement. Sous peine de nourrir, comme c'est déjà le cas, des forces politiques hostiles à cette transition, qui sont aussi hostiles à la défense des droits et libertés fondamentales partout où elles parviennent au pouvoir. Comme en outre ces forces sont souvent soutenues par des puissances étrangères rivales ou adversaires de l'UE, on en revient aux enjeux géopolitiques.

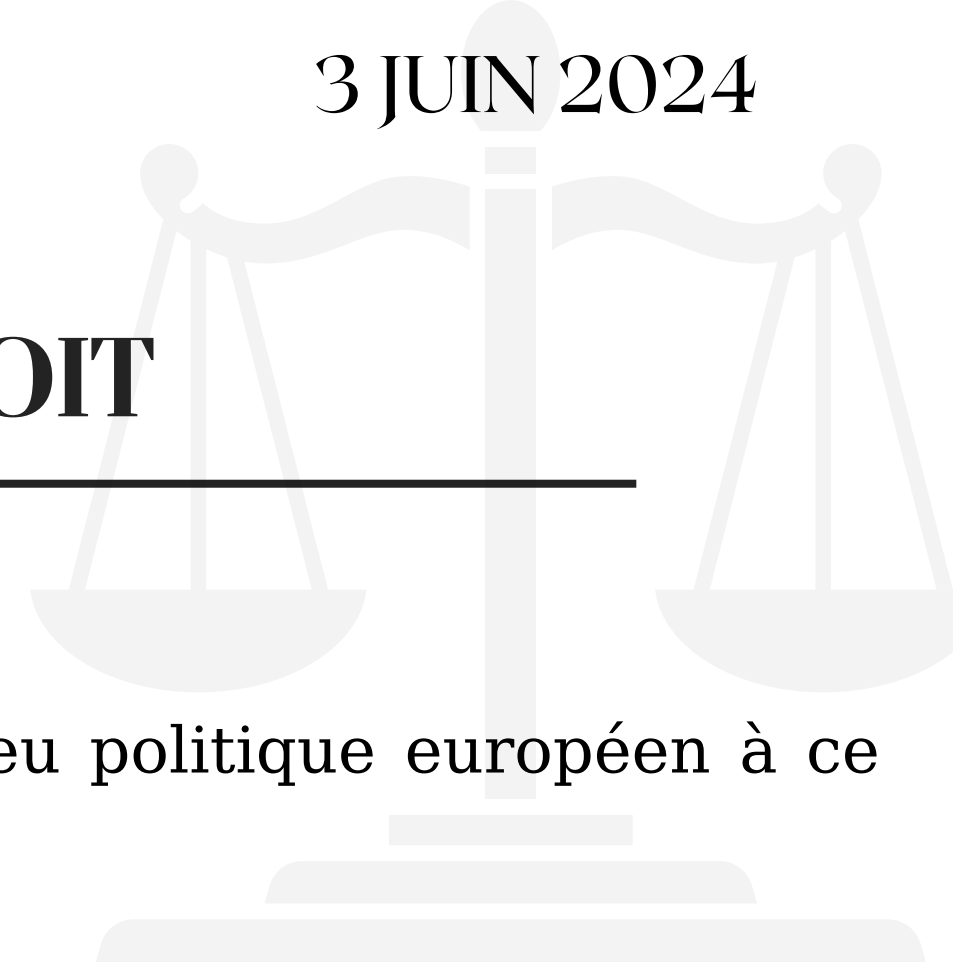
Ces élections ne sont qu'une nouvelle étape sur le chemin vers une démocratie européenne. Le Parlement européen en est le cœur battant.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, QUEEN GAMBITS

Forget Ursula, Forget Angela! La femme la plus influente du jeu politique européen à ce jour se nomme sans aucun doute Giorgia!

- En poste depuis l'automne 2022, et jusqu'ici sans opposition sérieuse, la Première ministre italienne bénéficie d'une dynamique à la fois domestique (à Florence, c'est un candidat très atypique, qu'elle soutient qui pourrait faire tomber la dernière grande ville de gauche du pays) - et continentale.
 - Elle est "courtisée" par la présidente von der Leyen à la recherche d'une nouvelle majorité pour son second mandat (cf. EIH 27/5/24).
 - Elle a aussi reçu ces derniers jours des offres appuyées de collaboration de la part de l'autre femme forte du continent - Marine Le Pen.
 - Désormais libérée du boulet des excès de l'AfD (cf. EIH 27/5/24).
 - AfD qui se voit maintenant approchée par l'extrême droite bulgare, attendue en 2e position des élections législatives qui se tiendront aussi le 9 juin 2024.
 - *The Economist* brosse un portrait croisé de ces "trois femmes qui vont donner forme à l'Europe."
- Le rapprochement Le Pen-Meloni se déroule sous les encouragements de Viktor Orban
 - Il appelle de ses vœux la constitution d'un grand groupe de droite radicale au Parlement, pour faire pièce au bloc central.
 - Les discussions ont commencé - mais de l'attitude à l'égard de Moscou aux équilibres politiques nationaux, il reste bien des obstacles à ce rêve souverainiste.
 - Ce sont les rapports de force au soir du 9 juin qui rendront possibles, ou non, ces nouvelles alliances.
- D'ores et déjà, malgré leurs grandes difficultés sur les différents théâtres nationaux, où ils doivent affronter aussi la marée brune, les Verts européens pressentent qu'il y a là une possibilité de faire de leur faiblesse un levier de pouvoir dans les institutions.
 - En effet, pour le bloc central (PPE+SD+Renew) la consolidation face aux forces de la droite radicale pourrait probablement passer par une alliance avec le groupe écologiste, même considérablement affaibli.
 - Ceux-ci ont déjà annoncé leur disposition à coopérer avec le PPE.



GREEN DEAL

ÉLECTIONS, POLITIQUE INDUSTRIELLE HOLD ME CLOSER TINY VOTER

En 2019, ce sont eux qui avaient fait l'élection. Les jeunes (18-24 ans) avaient créé la surprise par leur forte mobilisation et leur soutien aux partis centristes/libéraux et écologistes. Mais une jeunesse remplace l'autre - le Covid et la guerre ont mis les marches climats sous l'éteignoir, et en 2024, c'est une autre radicalité qui est portée, plus sombre et surtout moins favorable au Green Deal, comme nous l'écrivions sur la "Génération désenchantée" pour le Green European Journal. Il y a des exceptions, certes, comme l'Irlande, dont l'extrême droite est absente, mais dans toutes les projections, le Pacte vert se présente comme la victime expiatoire de l'affirmation des droites radicales.

- Pour autant, l'urgence écologique et l'exigence industrielle qui sous-tendent le green deal ne vont pas disparaître.
 - La trajectoire de l'UE vers une économie de plus en plus circulaire, par exemple, fait partie de ces sujets comme le rappelle un récent rapport de l'Agence européenne de l'environnement:
 - les capacités de tri et de recyclage doivent être renforcées en Europe.
 - Une étude du Parlement européen fait le point en chiffres sur la situation :
 - selon ces statistiques de l'EEA de 2021, **49.6% des déchets ménagers générés dans l'Union européenne sont recyclés ou compostés**,
 - soit une augmentation de 3.6 points par rapport à 2017. L'UE s'est fixé un objectif de 60 % de réutilisation et de recyclage des déchets municipaux d'ici 2030.
 - L'Allemagne, la Bulgarie, l'Autriche et la Slovénie ont déjà atteint ou dépassé cet objectif de 60 %.
- Si l'on peut accuser l'extrême droite d'être un peu trop réceptive au lobbying des intérêts industriels, les enjeux économiques dépassent ces clivages.
 - En effet, il persiste des intérêts industriels nationaux à défendre l'augmentation des capacités européennes dans ce domaine.
 - Ceci est démontré dans cette étude très édifiante "jevotelobby" hélas strictement hexagonale.
 - Le Green deal est d'abord "une politique industrielle"
 - C'est ce que souligne cette très utile publication d'un plan pour une industrie verte européenne, par trois eurodéputés écologistes, dont leur chef de file européen est Bas Eickhout (NL).



EUROPE GÉOPOLITIQUE

NOUVEL ORDRE MONDIAL, **SOME REST**

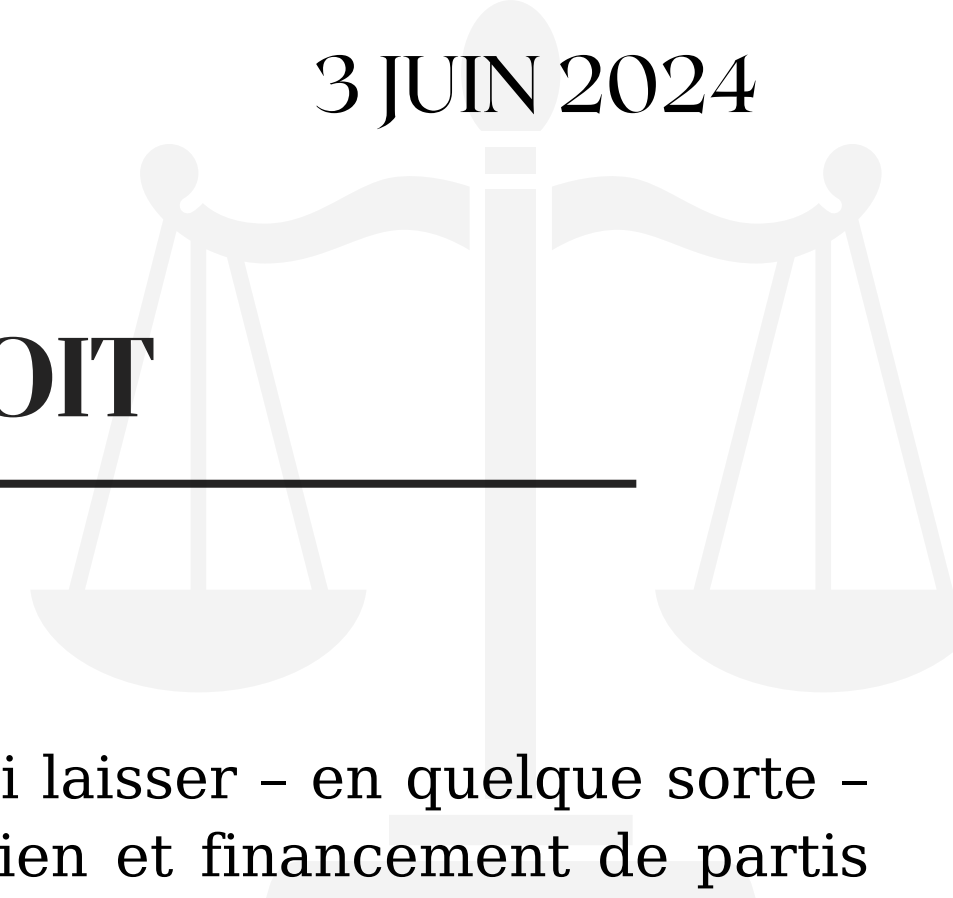
Dans cette carte exposant les différents conflits dont le souffre le monde actuel, commentée dans le Courrier international, "Sud global", "Nord global", "The West versus the Rest" tentent de raconter la crispation générale. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a fait la preuve des divisions entre ceux condamnant l'agression russe, et les nombreux autres adoptant une position de neutralité. La guerre à Gaza accentue encore cette division : l'Occident est contesté frontalement, accusé d'un "deux poids deux mesures" dans l'application du droit international, ce qui emporte des conséquences au sein de l'Union.

- Sans réussir à faire plus de bruit que la cacophonie des voix discordantes européennes à propos des demandes de mandat d'arrêt de la CPI (EIH 27 mai 2024), Josep Borrell annonce le retour de la mission EUBAM à Rafah.
 - Il est envisagé de relancer la mission de protection du poste frontière de Rafah dans la bande de Gaza.
 - Elle avait été originellement établie par une action commune du Conseil 2005/889/PESC du 12 décembre 2005 en vertu d'un accord bilatéral mouvement et accès, signé en entre Israël et l'Autorité Palestinienne.
 - L'UE était mandatée comme tierce partie, avec un rôle de supervision et d'assistance aux opérations de franchissement de frontière à ce point de passage.
 - Son objectif était d'améliorer la coopération transnationale aux frontières, de contribuer à la confiance, ainsi qu'à la construction d'une capacité institutionnelle palestinienne pour assurer l'effectivité du contrôle aux frontières.
 - Ses opérations avaient été suspendues, en juin 2007, au moment de la prise de contrôle de la Bande de Gaza par le Hamas.
- Dans un entretien donné au Point, Viktor Orban, Premier ministre hongrois explique que les résultats des prochaines élections européennes auront un effet sur le retour de la paix sur le continent.
 - "la chose à mon sens la plus importante sera le nombre de députés disposés à aller plus loin dans la guerre en Ukraine et le nombre de ceux qui seront pour y mettre un terme" explique-t-il, sans plus de détails.
 - Il sous-entend clairement que certains groupes parlementaires sont favorables à l'intensification des combats.
 - En d'autres termes, les décisions en faveur de la défense de l'Ukraine entraînent une escalade et un prolongement du conflit.
 - Son argument "Ni la Première ni la Seconde Guerre n'ont été tout de suite considérées comme mondiales. Celle de 1914-1918 a été qualifiée au départ de troisième guerre des Balkans, quand celle de 1939-1945 a été initialement envisagée comme une guerre germano-polonaise".
 - On ne peut pas vraiment dire que l'abandon des Sudètes avait constitué un abandon de territoire suffisant pour calmer l'appétit conquérant du IIIe Reich.
 - Cela doit nous interpeller sur l'instrumentalisation de la mémoire.
- Du côté des Baltes frontaliers de la Russie, cette campagne des européennes offre un mélange inédit d'inquiétudes et d'espoirs.
 - En Lituanie, qui partage 227 kilomètres de frontière avec la Russie, avec l'enclave Russe de Kaliningrad, les craintes d'une invasion par l'armée russe ne sont pas dissipées.
 - En Estonie, les 300 000 représentants de la minorité russe peuvent changer la donne à l'occasion de ce vote.
 - Si les impressions sont bonnes a priori, l'inquiétude demeure puisque sont organisées des manœuvres militaires en coopération avec des troupes de l'OTAN.
 - Talinn renforce sa défense territoriale en formant des civils au combat dans les tranchées.

Dans ce contexte particulièrement tendu, et où beaucoup est attendu à l'issue du scrutin, la lutte contre la désinformation en ligne et les ingérences étrangères est devenue capitale, tant du côté des institutions que des candidats en passant par les électeurs.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



GÉORGIE, AGENTS ÉTRANGERS, GUERRE, DIE VIER HEXEN

Qu'est ce qui arrêtera le Kremlin dans ses ambitions territoriales ? Lui laisser - en quelque sorte - la Crimée n'a pas suffi. Laisser couler des années d'ingérence - soutien et financement de partis politiques haineux - ainsi que le pilonnage de désinformation, non plus. La question de l'influence est capitale et elle est intimement liée à celle tenant à l'interruption des ambitions impérialistes.

- La Russie a des ambitions impérialistes, c'est admis, mais elle part du principe que l'Occident aussi.
 - Chaque nouvelle adhésion d'un Etat à l'OTAN ou à l'UE - en particulier quand il s'agit d'un Etat ex soviétique - est perçue comme une extension impérialiste.
 - Cet argumentaire repose sur des siècles de colonisation bien sûr - d'où l'écho russe en Afrique subsaharienne.
 - Et des interprétations critiquables de la Charte des Nations unies et du traité de l'Atlantique Nord.
 - Dans ce contexte, tous les outils - comme le Partenariat oriental - soutenant la société civile organisée sont envisagés par l'autre modèle comme un moyen d'influence impérialiste.
 - L'idée serait donc : l'UE offre de l'argent pour encourager les oppositions, la Russie offre la puissance.
 - C'est ainsi que voter une loi sur les agents étrangers en Géorgie (cf EIH 20.05.24), calquée sur un modèle russe de 2012, donne le signal d'un refus de l'influence de l'Union.
 - Les manifestations témoignent donc du fait que les Géorgiens sont divisés sur le modèle à adopter.
 - Certains estiment qu'adopter cette loi apaisera le Kremlin et garantira la paix à la Géorgie et d'autres estiment que non.
- Au Parlement géorgien, à l'issue de longs débats, le veto présidentiel opposé à la loi sur "les agents étrangers" a été annulé par 84 députés de la majorité.
 - Des milliers de personnes étaient réunies pour se faire entendre des députés raconte Régis Genté.
 - Toute la journée, dans un bruit infernal de sifflets et de vuvuzelas, les manifestants ont traité de « Russes » et d'« esclaves » les députés favorables à la loi.
 - En effet, la majorité parlementaire est favorable à une telle législation, tandis que la présidente de la République y est opposée.
 - La loi passe donc en force, malgré les manifestations et le veto de la présidente Salomé Zourabichvili.
- Le 26 mai, jour de la fête nationale géorgienne, le premier ministre Irakli Kobakhidze a d'ailleurs accusé la présidente Zourabichvili d'avoir troublé la paix dans le pays, au cours des deux dernières années.
 - On retrouve la position de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, chef du parti Rêve géorgien qui, pour après la victoire aux élections parlementaires de cet automne promet une condamnation politique et juridique stricte du collectif UNM (principal parti d'opposition et en général du "collectif" pro-occidental.)
 - On remarque évidemment que les adversaires politiques sont forcément des traîtres à la nation et, bien sûr, des partisans de la guerre.
 - Le message à faire passer est donc que - les démoniaques - Salomé Zourabichvili, Kaja Kallas, Ursula von der Leyen ou Maia Sandu sont responsables de l'extension du conflit.

Sur un malentendu, on pourrait oublier qui a traversé une frontière avec ses chars d'assaut en février 2022 et en août 2008.